

Jeudi 14 juin 2018



PRIÈRE

DIX HEURES

## ORDRE DU JOUR

### AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

#### DEUXIÈME LECTURE — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

M. FLETCHER

(N° 203) — *Loi modifiant la Loi sur les assurances/The Insurance Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 204) — *Loi modifiant la Loi sur les circonscriptions électorales/The Electoral Divisions Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 206) — *Loi sur la désignation du cimetière Brookside/The Brookside Cemetery Recognition Act*

M. FLETCHER

(N° 207) — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat (nomination de conseillers de la Reine)/The Legal Profession Amendment Act (Queen's Counsel Appointments)*

M. FLETCHER

(N° 209) — *Loi sur le don de la vie (modification de la Loi sur les dons de tissus humains)/The Gift of Life Act (Human Tissue Gift Act Amended)*

M. FLETCHER

(N° 210) — *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 214) — *Loi modifiant la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail/The Workplace Safety and Health Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 215) — *Loi modifiant la Loi sur le financement des élections/The Election Financing Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 216) — *Loi modifiant le Code des droits de la personne/The Human Rights Code Amendment Act*

M<sup>me</sup> FONTAINE

(N° 227) — *Loi modifiant la Loi sur le soin des animaux (élevage de chiens et animaux interdits)/The Animal Care Amendment Act (Dog Breeding and Exotic Animals)*

M<sup>me</sup> GUILLEMARD

(N° 230) — *Loi sur la Journée de sensibilisation à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale/The Fetal Alcohol Spectrum Disorder Awareness Day Act*

M<sup>me</sup> KLASSEN

(N° 231) — *Loi sur les politiques municipales en matière de harcèlement (modification de diverses dispositions législatives)/The Municipal Harassment Policy Act (Various Acts Amended)*

---

## DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

Motion de M. ALTEMEYER

(N° 222) — *Loi modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (protection des locataires contre l'augmentation des coûts des services publics)/The Residential Tenancies Amendment Act (Protecting Tenants from Rising Utility Costs)*

[M. SMITH (Southdale) — 7 minutes]

Motion de M. MARTIN

(N° 200) — *Loi modifiant la Loi sur l'aménagement du territoire/The Planning Amendment Act*  
(M. SWAN — 1 minute)

Motion de M<sup>me</sup> SMITH (Point Douglas)

(N° 223) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille/The Child and Family Services Amendment Act*

[M. SMITH (Southdale) — 5 minutes]

Motion de M. SWAN

(N° 225) — *Loi modifiant le Code des droits de la personne (caractéristiques génétiques)/The Human Rights Code Amendment Act (Genetic Characteristics)*

(M. GERRARD — 1 minute)

Motion de M<sup>me</sup> FONTAINE

(N° 228) — *Loi sur la Journée de sensibilisation aux refuges et aux établissements de secours pour animaux/The Animal Shelter and Rescue Awareness Day Act*

(M. GRAYDON — 7 minutes)

Motion de M. LAGIMODIERE

(N° 201) — *Loi sur la Journée de reconnaissance des agents de conservation du Manitoba/The Manitoba Conservation Officers Recognition Day Act*

(M<sup>me</sup> FONTAINE — 8 minutes)

---

## PROPOSITIONS — DÉBAT

M<sup>me</sup> FONTAINE — Protection et promotion des services en français

15. Attendu :

que le gouvernement provincial a réduit les services en français dans l'ensemble de la province, notamment dans le domaine des soins de santé, ce qui nuit à l'accès des familles francophones aux services de première ligne auxquels elles ont droit, au maintien de leurs droits langagiers et à la préservation au Manitoba de communautés francophones dynamiques et robustes;

que le gouvernement provincial a fermé la clinique express bilingue de Saint-Boniface qui offrait activement en français des services de soins de santé essentiels aux familles et aux aînés du quartier;

que le gouvernement provincial a diminué de presque 60 000 \$ le financement affecté au foyer de soins personnels Actionmarguerite et qu'il a ainsi réduit le soutien accordé aux soins de qualité destinés aux aînés de Saint-Boniface;

que le gouvernement provincial ferme trois salles des urgences à Winnipeg, ce qui a pour effet d'accentuer la pression sur la salle des urgences de l'Hôpital Saint-Boniface et d'augmenter les temps d'attente des familles de Saint-Boniface;

que l'accès à l'éducation en français fait la fierté de la communauté francophone et souligne l'histoire de sa lutte pour défendre ses droits linguistiques et que les compressions du gouvernement provincial démontrent qu'il mésestime l'importance de l'éducation en français au Manitoba;

que le gouvernement provincial a éliminé le poste de sous-ministre adjoint au Bureau de l'éducation française, ce qui nuit à la capacité du Bureau de soutenir fermement l'éducation en français;

que les compressions du gouvernement provincial ont entraîné une augmentation de 6,6 % des frais de scolarité au niveau postsecondaire parmi les universités manitobaines, notamment l'Université de Saint-Boniface, et que le gouvernement provincial a éliminé le remboursement de l'impôt sur le revenu qui aidait les nouveaux diplômés à rembourser leurs prêts étudiants et à faire carrière au Manitoba;

que le gouvernement provincial a réduit de plus de 50 000 \$ le financement accordé au Centre Flavie-Laurent qui permettait aux familles à faible revenu de Saint-Boniface et du quartier est de Winnipeg de se procurer plus facilement des articles ménagers, des meubles, des vêtements et d'autres nécessités;

que le projet de loi 8 du gouvernement provincial, qui est de nature régressive, limiterait considérablement le revenu des journaux communautaires, notamment ceux publiés pour la communauté francophone;

que le gouvernement provincial a sabré dans le financement accordé au World Trade Centre et au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement provincial à abolir les compressions qu'il a imposées au chapitre des soins de santé, de l'éducation et des services communautaires offerts en français et à faire des investissements concrets qui accroissent la vitalité des communautés francophones de la province, autant aujourd'hui que demain.

(M<sup>me</sup> GUILLEMARD — 10 minutes — Il reste 151 minutes.)

---

## PROPOSITIONS — DÉBAT

1. M. SWAN — Coupes visant les services externes de physiothérapie et d'ergothérapie  
(M. JOHNSTON — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
4. M. KINEW — Coupes visant le Programme d'aide à l'achat de médicaments spéciaux  
(M. MICKLEFIELD — 8 minutes — Il reste 122 minutes.)
5. M. LAGIMODIERE — Reconnaissance de l'importance des terres humides  
[M<sup>me</sup> MARCELINO (Logan) — 9 minutes — Il reste 125 minutes.]
7. M. WIEBE — Les coupes du gouvernement provincial dans l'éducation nuisent aux élèves manitobains  
(M. SARAN — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
9. M. LINDSEY — Indemnisation des travailleurs pour le stress lié au travail  
(M<sup>me</sup> GUILLEMARD — 10 minutes — Il reste 129 minutes.)
10. M. ISLEIFSON — Ouverture d'une nouvelle école à Brandon  
(M. SWAN — 4 minutes — Il reste 126 minutes.)
11. M. MARCELINO (Tyndall Park) — Défense de la sécurité des travailleurs  
(M. CURRY — 5 minutes — Il reste 124 minutes.)
12. M. JOHNSON — Route Freedom  
(M. LINDSEY — 8 minutes — Il reste 124 minutes.)

13. M. ALTEMEYER — Protection des cours d'eau du Manitoba contre les projets hydrographiques transfrontaliers  
(M. WOWCHUK — 9 minutes — Il reste 123 minutes.)
14. M. PIWNIUK — Pipeline Trans Mountain  
(M<sup>me</sup> FONTAINE — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
16. M<sup>me</sup> MAYER — Célébration de la Journée nationale des peuples autochtones  
(M. GERRARD — 2 minutes — Il reste 122 minutes.)
17. M<sup>me</sup> MARCELINO (Logan) — Protection des lacs, des rivières et des collectivités du Manitoba  
(M<sup>me</sup> MORLEY-LECOMTE — 2 minutes — Il reste 132 minutes.)
19. M<sup>me</sup> SMITH (Point Douglas) — Célébration de la fierté gaie au Manitoba  
(M. MARTIN — 6 minutes — Il reste 123 minutes.)
3. M. ALLUM — Rétablissement du financement accordé aux municipalités pour les transports en commun  
(M. MICKLEFIELD — 6 minutes — Il reste 70 minutes.)
18. M. GRAYDON — Sensibilisation à la maladie de Lyme et à la prévention pour lutter contre cette maladie  
[M<sup>me</sup> SMITH (Point Douglas) — 5 minutes — Il reste 66 minutes.]

---

**TREIZE HEURES TRENTE**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **DÉPÔT DE PROJETS DE LOI**

M. le *ministre* FIELDING

(N<sup>o</sup> 2) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille (aide aux tuteurs)/The Child and Family Services Amendment Act (Guardianship Support)*

M<sup>me</sup> la *ministre* COX

(N<sup>o</sup> 13) — *Loi sur les commotions cérébrales chez les jeunes athlètes/The Concussion in Youth Sport Act*

M. FLETCHER

(N<sup>o</sup> 202) — *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative/The Legislative Assembly Amendment Act*

M. FLETCHER

(N<sup>o</sup> 205) — *Loi sur les jours fériés (modification de diverses dispositions législatives)/The Statutory Holidays Act (Various Acts Amended)*

M<sup>me</sup> SMITH (Point Douglas)

(N<sup>o</sup> 217) — *Loi modifiant la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail et Loi modifiant la Loi sur la Commission de régie de l'Assemblée législative (harcèlement et violence au travail)/The Workplace Safety and Health Amendment and Legislative Assembly Management Commission Amendment Act (Workplace-Related Harassment and Violence)*

M. WIEBE

(N<sup>o</sup> 220) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (politique sur l'anaphylaxie)/The Public Schools Amendment Act (Anaphylaxis Policy)*

M. WIEBE

(N<sup>o</sup> 224) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (divulgence interdite sans consentement)/The Public Schools Amendment Act (No Disclosure Without Consent)*

---

## **RAPPORTS DE COMITÉS**

### **DÉPÔT DE RAPPORTS**

### **DÉCLARATIONS DE MINISTRE**

### **DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ**

### **QUESTIONS ORALES**

### **PÉTITIONS**

M. ALLUM

M. FLETCHER

M. GERRARD

M<sup>me</sup> SMITH (Point Douglas)

### **GRIEFS**

## **ORDRE DU JOUR (suite)**

### **AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

### **COMITÉ PLÉNIER**

### **COMITÉ DES SUBSIDES**

Motion d'adhésion

---

## DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

Motion de M<sup>me</sup> la ministre COX

(N<sup>o</sup> 8) — *Loi sur la modernisation de la publication des avis du gouvernement (modification de diverses lois)/The Government Notices Modernization Act (Various Acts Amended)*

(M. le ministre CULLEN)

### **Projet de loi choisi par l'opposition**

Motion de M<sup>me</sup> la ministre SQUIRES

(N<sup>o</sup> 29) — *Loi modifiant la Loi sur la conservation de la faune (pratiques de chasse sécuritaires et gestion intégrée de la faune)/The Wildlife Amendment Act (Safe Hunting and Shared Management)*

Motion d'amendement de M. KINEW

Il est proposé que la motion soit amendée par substitution, au passage qui suit « que », de ce qui suit :

l'Assemblée refuse que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 29 — *Loi modifiant la Loi sur la conservation de la faune (pratiques de chasse sécuritaires et gestion intégrée de la faune)/The Wildlife Amendment Act (Safe Hunting and Shared Management)*, car il ne prévoit pas les principes essentiels à la mise en place d'une gestion véritablement intégrée de la faune pour que la chasse soit sécuritaire au Manitoba.

(M. LINDSEY — 10 minutes)

---

## DEUXIÈME LECTURE

M. le ministre CULLEN

(N<sup>o</sup> 12) — *Loi de 2018 sur la réduction du fardeau administratif et l'efficacité du gouvernement/The Red Tape Reduction and Government Efficiency Act, 2018*

### **Projet de loi choisi par l'opposition**

M<sup>me</sup> la ministre SQUIRES

(N<sup>o</sup> 16) — *Loi sur la mise en œuvre du Plan vert et climatique/The Climate and Green Plan Implementation Act*

(Recommandé par l'administrateur)

### **Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le ministre FIELDING

(N<sup>o</sup> 24) — *Loi modifiant la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux/The Social Services Appeal Board Amendment Act*

### **Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le *ministre* FRIESEN

(N<sup>o</sup> 27) — *Loi modifiant la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables/The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Amendment Act*

(Recommandé par la lieutenante-gouverneure)

**Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le *ministre* SCHULER

(N<sup>o</sup> 28) — *Loi sur les projets de construction dans le secteur public (appels d'offres)/The Public Sector Construction Projects (Tendering) Act*

M<sup>me</sup> la *ministre* STEFANSON

(N<sup>o</sup> 30) — *Loi corrective de 2018/The Statutes Correction and Minor Amendments Act, 2018*

---

## MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT — DÉBAT

Motion de M<sup>me</sup> la *ministre* STEFANSON — Comité spécial sur les exigences en matière de divulgation proactive à l'intention des candidats dans la province

Qu'un comité spécial nommé *Comité spécial sur les exigences en matière de divulgation proactive à l'intention des candidats dans la province* soit créé pour étudier la possibilité d'imposer aux personnes qui cherchent à être élues à l'Assemblée législative du Manitoba ou ailleurs qu'elles divulguent des renseignements, y compris ceux qui sont mentionnés ci-dessous, et proposer des recommandations à ce sujet :

- a) le relevé des antécédents judiciaires,
- b) les relevés concernant les mauvais traitements infligés aux adultes et aux enfants,
- c) tout autre renseignement d'intérêt concernant ceux qui briguent ou occupent une fonction;

que, sauf disposition contraire de la présente motion, le comité spécial jouisse des mêmes pouvoirs que les Comités permanents de l'Assemblée et qu'il suive les mêmes règles et usages que ces derniers, notamment en ce qui a trait :

- a) au nombre de députés qui le composent,
- b) au pouvoir de créer un sous-comité chargé de l'exercice de l'une quelconque de ses fonctions;

que, dans les limites des règles et des usages de l'Assemblée ainsi que des consignes énoncées dans la présente motion, le comité spécial soit autorisé à décider du déroulement de ses travaux, y compris quant à la tenue de réunions aux moments et aux endroits qu'il juge appropriés pour recevoir des mémoires et entendre des présentations;

que, malgré le paragraphe 4(12), le comité spécial puisse se réunir pendant les mois de juin, de juillet et d'août;

que le comité spécial puisse appeler des témoins, notamment le directeur général des élections du Manitoba, des représentants de partis politiques, des universitaires ainsi que d'autres experts du domaine de l'éthique ou des sciences politiques ou de tout autre domaine qu'il juge approprié;



que le comité spécial fasse rapport de ses travaux à l'Assemblée d'ici le 3 octobre 2018.  
(M. FLETCHER — 3 minutes)

---

## MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

M. le *ministre* CULLEN

Que malgré les articles 3, 4 et 23 du document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba*, pendant toute la période où des séances ont lieu en raison d'un rappel d'urgence au cours du reste de la troisième session de la quarante et unième législature, l'Assemblée siège, outre les lundis, mardis, mercredis et jeudis, les vendredis de 10 à 17 heures et que les affaires courantes soient examinées à compter de 10 heures les vendredis;

que malgré le paragraphe 4(4) du document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba*, pendant toute la période où des séances ont lieu en raison d'un rappel d'urgence au cours du reste de la troisième session de la quarante et unième législature, l'Assemblée ajourne ses travaux au plus tard à 21 heures chaque séance où ont lieu les étapes de l'examen du budget des dépenses principal et du budget des immobilisations.

---

M. le *ministre* CULLEN

Que le Comité permanent des affaires législatives examine le rapport intitulé « *Modernizing Manitoba's Conflict of Interest Legislation — Recommendations of the Conflict of Interest Commissioner* », daté d'avril 2018, qu'a préparé Jeffrey Schnoor, c.r., et que le Comité présente des recommandations sur la meilleure façon de modifier les règles qui s'appliquent aux députés à l'Assemblée législative du Manitoba sous le régime de la *Loi sur les conflits d'intérêts au sein de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif* et de la *Loi sur l'Assemblée législative*;

que, dans les limites des règles et des usages de l'Assemblée ainsi que des consignes énoncées dans la présente motion, le Comité soit autorisé à décider du déroulement de ses travaux, y compris quant à la tenue de réunions aux moments et aux endroits qu'il juge appropriés pour recevoir des mémoires et entendre des présentations;

que, malgré le paragraphe 4(12), le Comité puisse se réunir pendant les mois de juin, de juillet et d'août;

que le Comité puisse appeler des témoins, notamment le commissaire aux conflits d'intérêts, ainsi que d'autres experts du domaine de l'éthique ou des sciences politiques ou de tout autre domaine qu'il juge approprié;

que le Comité fasse rapport de ses travaux à l'Assemblée d'ici le 8 novembre 2018.

---

M. le *ministre* CULLEN

1. Que dès maintenant et jusqu'à la prorogation de la troisième session de la quarante et unième législature, le document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba* soit modifié :

a) par substitution, au paragraphe 23(4), de ce qui suit :

**Affaires émanant des députés**

**23(4)** Sous réserve du paragraphe 4(3), les affaires émanant des députés sont examinées dans l'ordre suivant lorsque l'Assemblée siège les mardis et les jeudis :

**Mardi :**

**de 10 à 11 heures** (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Projets de loi d'intérêt privé  
Projets de loi d'intérêt public  
Motions

**de 11 heures à midi** (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Propositions émanant des députés  
Motions

**Jeudi :**

**de 10 à 11 heures** (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Projets de loi d'intérêt public  
Projets de loi d'intérêt privé  
Motions

**de 11 heures à midi** (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Propositions émanant des députés  
Motions  
Mise aux voix à 11 h 55 des motions ayant été débattues le mardi précédent au cours de l'examen des affaires émanant des députés

**Ordre d'examen des projets de loi émanant de députés**

**23(4.1)** L'appel d'un projet de loi émanant d'un député, qu'il soit d'intérêt public ou privé, se fait dans l'ordre qui suit, selon ce qui est inscrit au *Feuilleton* :

- a) étape du rapport;
- b) débat à l'étape du rapport;
- c) approbation et troisième lecture;
- d) débat portant sur l'approbation et la troisième lecture;
- e) deuxième lecture;
- f) débat portant sur la deuxième lecture.

Si le débat se rapportant au projet de loi ne se termine pas dans le délai d'une heure qui lui est réservé, il est inscrit au *Feuilleton* au bas de la liste des projets de loi d'intérêt public ou privé, selon le cas.

**Leaders à l'Assemblée**

**23(4.2)** Les leaders de partis reconnus à l'Assemblée ont le pouvoir de faire l'appel de projets de loi émanant de députés pour qu'ils fassent l'objet d'un débat pendant la première heure réservée aux affaires émanant des députés.

a) Les mardis matins, le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, fait l'appel des projets de loi émanant de députés devant faire l'objet d'un débat.

b) Les jeudis matins, le leader de l'opposition officielle à l'Assemblée, ou son représentant, ou encore les leaders à l'Assemblée ou les représentants d'autres partis de l'opposition reconnus font l'appel des projets de loi émanant de députés devant faire l'objet d'un débat.

c) S'il y a plus d'un parti de l'opposition reconnu :

i. Les leaders à l'Assemblée ou les représentants de tous les partis de l'opposition reconnus remettent au président une entente portant sur le partage de l'heure allouée au débat les jeudis matins.

ii. En cas d'impasse, le président détermine le partage de l'heure allouée.

b) par substitution, à l'article 24, de ce qui suit :

#### **Projets de loi choisis**

**24(1)** Tout parti reconnu peut choisir, chaque session, jusqu'à trois projets de loi émanant de députés qui feront l'objet d'un débat et d'une motion de deuxième lecture.

#### **Projets de loi faisant l'objet d'une motion de deuxième lecture**

**24(2)** Tout député indépendant peut choisir, chaque session, un projet de loi émanant d'un député qui fera l'objet d'un débat et d'une motion de deuxième lecture. Malgré le paragraphe 69(1), les motions portant lecture de ce projet de loi que présente le député indépendant n'ont pas à être appuyées.

#### **Avis écrit**

**24(3)** Le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, et le député indépendant remettent au président, pour chaque projet de loi, au plus tard deux semaines avant la fin prévue de la session d'automne, un avis écrit indiquant le jour de séance ainsi que l'heure où se tiendra le débat et où la motion sera mise aux voix.

#### **Projets de loi choisis par les députés indépendants — moment du débat et de la mise aux voix**

**24(4)** Dans le cadre de l'avis exigé en vertu du paragraphe 24(3), le député indépendant et le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, s'entendent sur le jour de séance ainsi que l'heure où se tiendra le débat sur le projet de loi choisi et où la motion sera mise aux voix et ils avisent le président de ces détails par écrit.

a) En cas d'impasse, le président détermine le jour de séance et l'heure où se tiendront ces débats.

b) Le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, fera l'appel des projets de loi émanant de députés indépendants devant faire l'objet d'un débat les mardis.

2. Que la greffière soit autorisée à renuméroter le *Règlement* et à y apporter d'autres corrections mineures qui ne changent en rien le sens des présentes modifications.

3. Que la greffière rédige une nouvelle version du *Règlement* qui tient compte des modifications, des adjonctions et des abrogations.

# FEUILLETON DES AVIS

## AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent des comptes publics se réunira le lundi 18 juin 2018, à 18 heures, dans la salle 255 du Palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner les rapports qui suivent et dont il a été saisi :

- rapport du vérificateur général intitulé « Annual Report to the Legislature » et daté de mars 2014 :
  - Chapitre 3 : « Government Deficits and Debt »;
- rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Previously Issued Recommendations » et daté de mai 2015 :
  - Partie 13 : « Information Technology Security Management Practices »;
- rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016 :
  - « Information Technology Security Management Practices »;
- rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2017 :
  - « Information Technology Security Management Practices »;
- comptes publics pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (volumes 1, 2 et 3).

\* \* \*

Le Comité permanent des sociétés d'État se réunira le lundi 25 juin 2018, à 19 heures, dans la salle 255 du Palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner les rapports annuels de la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba pour les exercices se terminant les 31 mars 2014, 2015, 2016 et 2017.

---